

Ordonnance de police du Bourgmestre portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues

LE BOURGMESTRE,

Vu la Nouvelle loi communale, en particulier les articles 119*bis*, 133, alinéa 2, 134, §1^{er} et 135, §2 ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, comme prolongé jusqu'au 2 mars 2026;

Vu les ordonnances communales portant exécution de ledit arrêté ;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en particulier les articles 4, 5, 28 et 34, ainsi que l'article 30 qui autorise la saisie administrative et/ou la destruction d'objets dans les conditions y décrites, ainsi que les articles 31 et 37 autorisant les fonctionnaires de police à recourir à l'usage de la force et à procéder à l'arrestation administrative en cas d'absolue nécessité ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, tout particulièrement son article 42, ainsi que l'article 37*bis*, qui institue un Conseil régional de sécurité (« CORES »), chargé de suivre la mise en œuvre du plan régional de sécurité, lequel est élaboré par l'Agglomération bruxelloise en vue d'assurer une politique de sécurité urbaine intégrée sur le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

Vu le plan d'action sur les drogues et la violence liée à la drogue dans la Région Bruxelles-capitale adopté par le Conseil régional de sécurité (CORES) le 11 mars 2024 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le Règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises ;

Considérant la croissance exponentielle du passage à l'acte violent, voire très violent, observée depuis 2024 sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et, en particulier, sur celui de certaines de ses communes (attaques armées, jets d'engins pyrotechniques sur les

services policiers et les services d'urgence) ; que cette augmentation est rapportée par les services de police ;

Que cette violence exacerbée s'inscrit dans un contexte de mondialisation du marché du trafic de drogue(s) se traduisant notamment par l'arrivée de quantités massives de stupéfiants via le port d'Anvers qui inondent par la suite les grandes villes et singulièrement Anvers et Bruxelles ;

Considérant que faisant ce constat, une décision a été prise conjointement le 27 février 2024 par les différentes autorités compétentes en Région de Bruxelles-Capitale d'agir de manière coordonnée contre les actes de violence liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, ainsi que contre les causes concourant à leur manifestation et/ou leur aggravation ;

Considérant qu'en conséquence, un arrêté de police du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale instaurant un certain nombre de mesures de police administrative a été pris en date du 2 avril 2024, entré en vigueur le 3 avril 2024; que les quartiers dits « Gare du Midi » et « Porte de Hal » de la Commune de Saint-Gilles figuraient parmi les zones particulièrement concernées par les menaces et atteintes à l'ordre public et faisaient l'objet des mesures de police administrative prévues par l'arrêté du 2 avril 2024 précité ;

Que ce dernier habilitait le Bourgmestre à définir par une ordonnance de police les périmètres exacts au sein de ces quartiers où les interdictions prévues aux articles 3, 4, et 5 du même arrêté sont applicables ;

Que le Bourgmestre a dès lors adopté, en exécution de l'arrêté du Ministre-Président du 2 avril 2024, l'ordonnance de police du 13 mai 2024 déterminant les périmètres exacts au sein desquels les menaces et les atteintes à l'ordre public étaient localisés ; qu'il s'agit des quartiers dits « Gare du Midi » et « Porte de Hal » ;

Considérant l'élaboration d'une « Stratégie régionale de lutte contre le trafic de stupéfiants et son impact sur la sécurité en Région de Bruxelles-Capitale » ; qu'en conséquence, au niveau local et à l'initiative des Bourgmestres concernés, de Task-force locales (ci-après dénommées « TFL »), sur base de l'identification et de l'analyse des lieux sensibles et des phénomènes qui y sont liés, chargées d'élaborer des plans d'actions ciblés, ont été mises en place;

Que cette approche permet *inter alia* à l'autorité de poursuivre plus rapidement les infractions susvisées et d'infliger des sanctions administratives communales ; qu'en conséquence, cette approche permet de lutter contre le sentiment d'impunité des contrevenants et de contribuer de manière plus efficace et efficiente à la mise en œuvre de certaines mesures mise en place dans le cadre de la « Stratégie régionale de lutte contre le trafic de stupéfiants et son impact sur la sécurité en Région de Bruxelles-Capitale », sur le territoire de la commune de Saint-Gilles;

Considérant que le rétablissement de l'ordre public et notamment la tranquillité des habitants des quartiers concernés nécessitent la mise en œuvre d'actions à moyen et long terme ; qu'en effet il est fondamental de poursuivre les actions entreprises ainsi que le maintien de la structure de gouvernance précitée tant que des améliorations suffisamment significatives n'auront pas été observées sur le terrain afin de garantir l'ordre public ;

Considérant que la Police fédérale a recensé (chiffres provisoires et non encore validés par la Banque de données nationale générale (« BNG »)), entre le 4 septembre 2025 et le 19 février 2026, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, 43 fusillades qui ont causé 2 décès et 17 blessés ;

Considérant que, par conséquent, la Cellule de Sécurité régionale estime nécessaire la poursuite de l'application d'un certain nombre de mesures de police après le 2 mars 2026 et ce, afin de poursuivre la restauration de la tranquillité dans l'ensemble des périmètres définis ;

Considérant que les ordonnances communales d'exécution n'imposent pas de mesures de police administrative complémentaires à celles instaurées par l'arrêté du 2 avril 2024 du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale précité ; qu'elles se limitent à appliquer le traitement des infractions à leurs dispositions par voie administrative ; que ce système reste inchangé au sein de la présente ordonnance de police de prolongation de certaines mesures de police en vue du rétablissement de l'ordre public ;

Considérant par ailleurs qu'en vue de permettre une application plus rationnelle de l'arrêté du Ministre-Président et des ordonnances de police d'exécution, les périmètres, établissant le couloir de lutte contre la criminalité de rue liées au trafic de stupéfiants, ont été élargis dans le but d'obtenir une parfaite continuité avec les périmètres des Communes de Forest et d'Anderlecht ;

Considérant qu'au regard du contexte ci décrit des atteintes graves portées à la paix publique et des attroupements générés par le trafic de drogue qui constituent un potentiel danger pour la tranquillité des habitants dans une partie de la commune de Saint-Gilles, ainsi qu'au regard de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 avril 2024 précité, la Commune de Saint-Gilles a défini les modalités de traitement et de poursuite des infractions à certaines de ses dispositions ;

Considérant que dans un arrêt n°241.671 du 30 mai 2018, le Conseil d'Etat souligne que : *« toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent »* et que *« l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique »* ;

Considérant par ailleurs qu'il était laissé le soin aux communes de mettre en place un régime de sanction administrative pour les infractions aux interdictions visées aux articles 2 et 3, de l'arrêté du Ministre-président au vu de leur meilleure connaissance du terrain et de la gravité des infractions ;

Considérant qu'un suivi personnalisé et l'individualisation des sanctions sont prévus eu égard aux spécificités du cas par cas ;

Considérant que la présente ordonnance est limitée dans le temps, suivant la période de validité de l'arrêté du Ministre-président et sera dès lors prolongée d'office en fonction de la réévaluation et éventuelle prolongation de ce dernier ; qu'elle sera dès lors en vigueur jusqu'au 2 septembre 2026, après quoi la situation sera réévaluée ;

Qu'une telle ordonnance de police s'impose par ailleurs en raison de la mission dont est chargée la commune de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que l'urgence ne permet pas d'attendre la prochaine réunion du Conseil communal pour mettre en œuvre la présente ordonnance ; qu'en effet la prochaine séance du Conseil communal n'aura lieu que le 26 mars prochain ;

Considérant que le Conseil communal sera amené à confirmer la mesure lors de sa plus prochaine séance, sans quoi l'ordonnance cessera d'avoir effet ;

Vu l'urgence,

ORDONNE :

Article 1^{er} : Périmètres

La présente ordonnance de police s'applique aux rues et portions de rues appartenant aux périmètres 1 – MIDI et 2 – PORTE DE HAL, figurant sur la carte reprise en annexe de la présente ordonnance.

➤ Périmètre 1 – Quartier dit « Gare du Midi »

- Gare du Midi
- Place Bara
- Boulevard Jamar
- Boulevard Poincaré
- Avenue Paul-Henri Spaak
- Place Marcel Broodthaers
- Esplanade de l'Europe
- Place de la Constitution
- Avenue Fonsny (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
- Avenue de la Porte de Hal (tronçon entre Rue de Russie et Rue Blaes)
- Rue d'Argonne
- Rue de Russie
- Rue d'Angleterre
- Rue de Hollande
- Rue de Suède
- Rue Joseph Claes (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue Conraets (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue de Danemark (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue de Mérode (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
- Rue de l'Instruction
- Place Victor Horta
- Rue de France
- Rue Ernest Blerot
- Boulevard de l'Europe
- Tunnel et Rue des Vétérinaires
- Rue Théodore Verhaegen (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)

➤ Périmètre 2 – Quartier dit « Porte de Hal »

- Avenue de la Porte de Hal (tronçon entre Rue Blaes et Chaussée de Waterloo)
- Rue Emile Féron
- Cité Fontainas
- Rue César Depaepe
- Rue Fontainas
- Place des Héros
- Square Jaques Frank

- Rue Vlogaert
- Chaussée de Forest
- Rue Joseph Claes (tronçon entre Rue Emile Féron et Chaussée de Forest)
- Rue Coenraets (tronçon entre Rue Emile Féron et Chaussée de Forest)
- Rue de Danemark (tronçon entre Rue Emile Féron et la Place de Bethléem)
- Place de Bethléem
- Rue Théodore Verhaegen (tronçon entre Rue de Prague et Avenue du Roi)
- Rue Fernand Bernier
- Rue Vanderschrick
- Rue d'Andenne (tronçon entre Chaussée de Forest et Rue Vanderschrick)
- Rue de l'église de Saint-Gilles (tronçon entre Chaussée de Forest et Rue Vanderschrick)
- Avenue Jean Volders (tronçon entre Chaussée de Forest et Rue Vanderschrick)
- Chaussée de Waterloo (tronçon entre Avenue de la Porte de Hal et la rue de la Filature)
- Rue de Prague
- Rue Dethy (tronçon entre Place de Bethléem et Rue de Prague)
- Rue Franz Gaillard
- Avenue du Roi
- Rue du Croissant
- Rue de Serbie
- Rue de Bosnie (tronçon jusqu'à la chaussée de Forest)
- Rue Crickx
- Rue du Monténégro
- Rue Gustave Defnet
- Rue du Tir
- Rue de Belgrade
- Avenue du Roi
- Avenue Fonsny (tronçon Rue Théodore Verhaegen et la Commune de Forest)
- Rue de Mérode (tronçon Rue Théodore Verhaegen et la Commune de Forest)

Article 2: Achat de drogue illicites (article 2 de l'AM du 02.03.2026)

Dans les périmètres visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, il est interdit de se rendre dans les espaces publics et dans toutes les zones adjacentes ouvertes au public (par exemple : porches, entrées d'immeubles) dans l'unique but d'acheter des drogues illicites, à titre onéreux ou non.

Cette interdiction vise entres autres les comportements suivants :

- causer des nuisances liées à la recherche de vendeurs ou d'intermédiaires pour l'achat de drogues illicites ;
- se trouver dans l'espace public ou les espaces adjacents à celui-ci, tels que les portails des détaillants et des particuliers, dans l'unique but d'acheter ou de rechercher des drogues illicites ;
- échanger de l'argent en rue aux fins de l'achat de drogues illicites.

Article 3 : activités de surveillance et des contrôles d'identité des personnes sur la voie publique (article 3 de l'AM du 02.03.2026)

§ 1^{er}. Dans les périmètres visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, les services de police sont autorisés, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, à effectuer des activités de surveillance et des contrôles d'identité des personnes sur la voie publique.

§ 2. Dans les périmètres visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, les services de police sont autorisés, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, à soustraire à la libre disposition du propriétaire, du possesseur ou du détenteur les objets qui présentent un danger pour la vie ou l'intégrité physique des personnes ou la sécurité des biens, aussi longtemps que les nécessités de la sécurité publique ou de la tranquillité publique l'exigent.

§ 3. Dans les périmètres visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, les services de police sont autorisés, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, à procéder à une fouille de sécurité lorsque des personnes participent à des rassemblements publics qui présentent une menace réelle pour l'ordre public et, ou, lorsque des personnes accèdent à des lieux où l'ordre public est menacé.

Article 4 : Durée

La présente ordonnance entre en vigueur le 19 mars 2026 et est d'application jusqu'au 2 septembre 2026.

Elle est prolongée d'office, en fonction de la réévaluation et prolongation de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mars 2026.

Article 5 : Exécution

La présente ordonnance sera transmise à Monsieur le Chef de corps de la Zone de Police Midi et à Madame la Fonctionnaire sanctionnatrice. Ils sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance et d'en contrôler le respect.

Article 6 : Publication

La présente ordonnance de police fait l'objet d'une publication par voie d'affichage et par sa mise en ligne sur le site internet de la commune, conformément à l'article 112 de la Nouvelle loi communale.

Article 7 : Recours

Un recours en suspension et/ou en annulation peut être introduit devant le Conseil d'Etat contre la présente décision. Pour ce faire, une requête doit être adressée au Conseil d'Etat, soit par lettre recommandée à la poste, à l'adresse suivante : rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles ; soit par voie électronique via la rubrique « e-Procédure » sur le site internet <http://www.conseildetat.be> . Cette requête doit être introduite dans les soixante jours à dater de la publication de la présente ordonnance.

Fait à Saint-Gilles, le 19 mars 2026

Le Bourgmestre,



Jean SPINETTE

Politieverordening van de Burgemeester houdende tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 maart 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen

DE BURGEMEESTER,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 119*bis*, 133 lid 2, 134, § 1 en 135 §2;

Gelet op het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, zoals verlengd tot 2 maart 2026;

Gelet op de gemeentelijke besluiten tot uitvoering van voornoemd besluit;

Gelet op het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 maart 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, in het bijzonder artikelen 4, 5, 28 en 34, eveneens artikel 30, dat de administratieve inbeslagname en/of vernietiging van voorwerpen toestaat onder de daarin beschreven voorwaarden, evenals de artikelen 31 en 37 die de politieambtenaren toestaan om kracht te gebruiken en over te gaan tot administratieve arrestatie in geval van absolute noodzaak;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, in het bijzonder artikel 42, eveneens artikel 37*bis*, dat een Regionale Veiligheidsraad (« CORES ») instelt, belast met het opvolgen van de uitvoering van het regionale veiligheidsplan, dat wordt opgesteld door de Brusselse agglomeratie om een geïntegreerd stedelijk veiligheidsbeleid te waarborgen op het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.";

Gelet op het actieplan inzake drugs en druggerelateerde geweld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goedgekeurd door de Regionale Veiligheidsraad (CORES) op 11 maart 2024;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor alle 19 Brusselse gemeenten;

Overwegende de exponentiële toename van de soms zeer grove gewelddaden vastgesteld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds 2024, en in het bijzonder in sommige gemeenten

(gewapende aanvallen, gooien van vuurpijlen naar politie- en hulpdiensten); dat deze toename wordt gerapporteerd door de politiediensten;

Dat dit toegenomen geweld plaatsvindt tegen de achtergrond van een globalisering van de drugsmarkt, waarbij massale hoeveelheden drugs aankomen via de haven van Antwerpen en vervolgens de grote steden overspoelen, in het bijzonder Antwerpen en Brussel;

Overwegende dat, toen dit werd vastgesteld, de verschillende bevoegde autoriteiten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 27 februari 2024 gezamenlijk hebben beslist om gecoördineerd op te treden tegen gewelddaden die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, alsook tegen de oorzaken die bijdragen tot het ontstaan en/of de verergering ervan;

Dat bijgevolg een politiebepaling van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen werd uitgevaardigd op 2 april 2024, in werking is getreden op 3 april 2024; dat de wijken "Zuid Station" en "Hallepoort" in de gemeente Sint-Gillis een van de zones waren die specifiek te maken hebben met bedreigingen en aantastingen van de openbare orde, en het onderworpen waren aan van bestuurlijke politimaatregelen voorzien in voornoemd besluit van 2 april 2024;

Dat deze laatste de burgemeester bevoegd om bij politieverordening de exacte grenzen vast te stellen binnen deze wijken waar de verbodsbepalingen van de artikelen 3, 4 en 5 van hetzelfde besluit van toepassing zijn;

Dat de burgemeester, in uitvoering van het besluit van de minister-president van 2 april 2024, de politieverordening van 13 mei 2024 heeft daarom aanneemt die de exacte perimeters bepaalt waarbinnen de bedreigingen en aanslagen op de openbare orde zich bevinden; dat de wijken "Zuid station" en "Hallepoort" zijn;

Overwegende de ontwikkeling van een gewestelijke strategie ter bestrijding van de drugshandel en de daarmee gepaard gaande gevolgen voor de veiligheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat bijgevolg, op lokaal niveau en op initiatief van de betrokken burgemeesters, lokale taskforces (hierna 'LTF') werden opgericht op basis van de in kaart gebrachte en geanalyseerde gevoelige locaties en van de fenomenen die zich daar voordoen, welke belast zijn met de uitwerking van doelgerichte actieplannen zijn opgezet;

Dat deze aanpak het o.a. mogelijk maakt voor de overheid om de voormelde inbreuken sneller te vervolgen en gemeentelijke administratieve sancties op te leggen; dat deze aanpak het bijgevolg mogelijk maakt om het gevoel van straffeloosheid bij de overtreders te bestrijden en om doeltreffender en efficiënter bij te dragen tot de uitvoering van bepaalde maatregelen die werden ingevoerd in het kader van de gewestelijke strategie ter bestrijding van de drugshandel en de daarmee gepaard gaande gevolgen voor de veiligheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op het grondgebied van de gemeente Sint-Gillis ;

Overwegende dat voor het herstel van de openbare orde en in het bijzonder van de rust voor de bewoners van de betrokken wijken, op middellange en lange termijn acties moten worden ondernomen; het is inderdaad van fundamenteel belang om de ondernomen acties voort te zetten en de handhaving van de voormelde bestuursstructuur wensen, zolang er op het terrein geen voldoende significante verbeteringen worden waargenomen om de openbare orde te verzekeren;

Overwegende dat de Federale Politie (voorlopige cijfers, nog niet gevalideerd door de Algemene Nationale Gegevensbank ("ANG")) tussen 4 september 2025 en 19 februari 2026 op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 43 schietpartijen heeft geregistreerd, waarbij 2 doden en 17 gewonden zijn gevallen;

Overwegende dat de Gewestelijke Veiligheidscel het bijgevolg noodzakelijk acht dat een aantal politieverordeningen ook na 2 maart 2026 worden voortgezet om de rust in alle vastgestelde perimeters verder te herstellen;

Overwegende dat het gemeentelijke politieverordening geen andere bestuurlijke politimaatregelen oplegt dan die welke zijn ingevoerd bij voormeld besluit van 2 april 2024 van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat zij zich ertoe beperkt de inbreuken op haar bepalingen langs administratieve weg te behandelen; dat dit systeem ongewijzigd blijft binnen de huidige politieverordening voor de uitbreiding van politimaatregelen om de openbare orde te herstellen;

Overwegende dat, om een rationelere toepassing van het besluit van de Minister-President en de uitvoerende politiebepalingen mogelijk te maken, de perimeters, die de corridor vormen voor de bestrijding van straatcriminaliteit in verband met drugshandel zijn uitgebreid met als doel een perfecte aansluiting te verkrijgen met de perimeters van de gemeenten Vorst en Anderlecht;

Overwegende dat, gelet op deze context van ernstige schendingen van de openbare rust en samenscholingen gegenereerd door drugshandel, een potentiële bedreiging vormen voor de rust van omwonenden, in een deel van de gemeente Sint-Gillis, en de inwerkingtreding van voormeld besluit van 2 april 2024, de gemeente Sint-Gillis heeft bepaald de modaliteiten voor de behandeling en vervolging van inbreuken op sommige bepalingen;

Overwegende dat de Raad van State in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: *"iedere bestuurlijke politiewet de bevoegde overheden machtigt preventieve maatregelen te nemen om verstoringen van de openbare orde, nog voor zij zich voordoen, te vermijden" en dat "de overheid in dat verband over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt en rekening kan houden met iedere mogelijk gevaarlijke situatie en met ieder risico, hoe klein ook, voor de openbare veiligheid"*;

Overwegende bovendien dat het aan de gemeenten wordt overgelaten om een systeem van administratieve sancties in te voeren voor inbreuken op de verbodsbepalingen bedoeld in de artikelen 2 et 3 van het besluit van de minister-president, rekening houdend met hun betere kennis van het terrein en de ernst van de inbreuken;

Overwegende dat wordt voorzien in gepersonaliseerde monitoring en individualisering van sancties met het oog op de specifieke aard van elk geval;

Overwegende dat dit politieverordening beperkt is in de tijd, in aansluiting op de geldigheidsduur van het besluit van de minister-president, en derhalve automatisch zal worden verlengd afhankelijk van de herevaluatie en de eventuele verlenging van dit besluit; dat het derhalve van kracht zal blijven tot 2 september 2026, waarna de situatie zal worden herbeoordeeld;

Dat een dergelijke politieverordening bovendien noodzakelijk is vanwege de taak die de gemeente heeft om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat de urgentie is het niet mogelijk om de volgende zitting van de Gemeenteraad af te wachten om deze verordening ten uitvoer te leggen; dat inderdaad de volgende zitting van de Gemeenteraad pas op 26 maart aanstaande zal plaatsvinden;

Overwegende dat de Gemeenteraad de maatregel tijdens zijn eerstvolgende zitting zal moeten bevestigen, zoniet zal de ordonnantie ophouden uitwerking te hebben;

Gezien de urgentie,

BEVEELT:

Artikel 1: Perimeters

Dit politiebepsluit is van toepassing op de straten en straatdelen die behoren tot de perimeter 1 – ZUID en 2 – HALLEPOORT, zoals weergegeven op de kaart die als bijlage bij dit besluit is gevoegd.

➤ Perimeter 1 – « Stationswijk-Zuid »

- Zuid Station
- Baraplein
- Jamarlaan
- Poincarélaan
- Paul-Henri Spaaklaan
- Broodthaersplein
- Europaesplanade
- Grondwetplein
- Fonsnylaan (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
- Hallepoortlaan (tussen Ruslandstraat en Blaesstraat)
- Argonnestraat
- Ruslandstraat
- Engelandstraat
- Hollandstraat
- Zwedenstraat
- Joseph Claesstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Conraetsstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Denemarkenstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Merodestraat (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
- Onderwijsstraat
- Victor Hortaplein
- Frankrijkstraat
- Ernest Blerotstraat
- Europalaan
- Veeartsentunnel en Veeartsenstraat
- Théodore Verhaegenstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)

➤ Perimeter 2 – « Hallepoortwijk »

- Hallepoortlaan (tussen Blaesstraat en Waterloosesteenweg)
- Emile Féronstraat
- Cité Fontainas
- César Depaepestraat
- Fontainasstraat
- Heldenplein
- Jaques Frank Square
- Vlogaertstraat

- Vorstsesteenweg
- Joseph Claesstraat (tussen Emile Féronstraat en Vorstsesteenweg)
- Coenraetsstraat (tussen Emile Féronstraat en Vorstsesteenweg)
- Denemarkenstraat (tussen Emile Féronstraat en Bethlehemplein)
- Bethlehemplein
- Théodore Verhaegenstraat (tussen Praagstraat en Koningslaan)
- Fernand Bernierstraat
- Vanderschrickstraat
- Andennestraat (tussen Vorstsesteenweg en Vanderschrickstraat)
- Sint-Gilliskerkstraat (tussen Vorstsesteenweg en Vanderschrickstraat)
- Volderslaan (tussen Vorstsesteenweg en Vanderschrickstraat)
- Waterlooesesteenweg (tussen Hallepoortlaan en Spinnerijstraat)
- Praagstraat
- Dethystraat (tussen Bethlehemplein en Praagstraat)
- Franz Gaillardstraat
- Koningslaan
- Halvemaanstraat
- Serviestraat
- Bosniestraat (tot Vorstsesteenweg)
- Crickxstraat
- Montenegrostraat
- Gustave Defnetstraat
- Schietbaanstraat
- Belgradostraat
- Koningslaan
- Fonsnylaan (tussen Théodore Verhaegenstraat tot Vorst)
- Mérodestraat (tussen Théodore Verhaegenstraat tot Vorst)

Artikel 2: Aankoop van illegale drugs (artikel 2 van het MB van 02.03.2026)

Is het in de in artikel 1 bedoelde perimeters van dit politieverordening, verboden om zich in de openbare ruimte of in om het even welke publiek toegankelijke aangrenzende ruimte (bijvoorbeeld portieken en ingangen van gebouwen) te begeven met als enige doel tegen betaling of kosteloos illegale drugs aan te schaffen.

Dat verbod geldt onder meer voor de volgende gedragingen:

- overlast veroorzaken door op zoek te gaan naar verkopers van illegale drugs of naar tussenpersonen om illegale drugs te kopen;
- zich op de openbare ruimte, of de aangrenzende ruimtes aan deze, zoals het portaal van kleinhandelaars of privépersonen, begeven met als enige doel illegale drugs te kopen of ernaar op zoek te gaan;
- geld wisselen op straat om illegale middelen te kopen.

Artikel 3 : activiteiten van toezicht en identiteitcontroles van personen op de openbare weg (artikel 3 van het MB van 02.03.2026)

§ 1. In de in artikel 1 bedoelde perimeters van dit politieverordening, mogen de politiediensten alle uren van de dag en alle dagen van de week uitoefenen en mensen op de openbare weg onderwerpen aan identiteitscontroles.

§ 2. De politiediensten mogen in de in artikel 1 bedoelde perimeters van dit politieverordening, alle uren van de dag en alle dagen van de week de voorwerpen die een gevaar betekenen voor het leven of de lichamelijke integriteit van personen of de veiligheid van goederen aan het vrije beschikkingsrecht van de eigenaar, de bezitter of de houder onttrekken, zolang zulks met het oog op de openbare veiligheid of de openbare rust vereist is.

§ 3. De politiediensten mogen in de in artikel 1 bedoelde perimeters van dit politieverordening, de politiediensten mogen alle uren van de dag en alle dagen van de week veiligheidsfouilleringen uitvoeren, wanneer personen deelnemen aan openbare bijeenkomsten die een reële bedreiging vormen voor de openbare orde of wanneer personen toegang hebben tot plaatsen waar de openbare orde wordt bedreigd.

Artikel 4: Duur

Deze verordening treedt in werking op 19 maart 2026 en blijft van kracht tot 2 september 2026.

Deze wordt automatisch uitgebreid, afhankelijk van herwaardering en uitbreiding later van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 maart 2026.

Artikel 5: Uitvoering

Dit bevel wordt doorgestuurd naar de Korpschef van de politiezone Zuid en naar Mevrouw de Sanctionerend Ambtenaar. Ze zijn belast met de uitvoering van deze verordening en met het toezicht op de naleving ervan.

Artikel 6: Publicatie

Deze politieverordening wordt bekendgemaakt door aanplakking en door het online zetten ervan op de website van de gemeente overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 7: Beroep

Tegen dit besluit kan bij de Raad van State een beroep tot schorsing of nietigverklaring worden ingesteld. Daartoe moet een verzoekschrift worden gericht aan de Raad van State, hetzij per aangetekende brief, gericht aan het volgende adres: Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, hetzij langs elektronische weg via de rubriek "e-Procedure" op de website <http://www.raadvanstate.be>. Dit verzoekschrift moet binnen 60 dagen na bekenmaking van deze kennisgeving worden ingediend.

Opgemaakt te Sint-Gillis op 19 maart 2026.

De Burgemeester,



Jean SPINETTE

StG_MAP_MIDI + PDH (Péri 1 + 2)



